



Version imprimée



Imprimer



Fermer

PM 074

2011-11-09

POLITIQUE DE TPSGC EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Table des matières

1. [Date d'entrée en vigueur](#)
2. [Contexte](#)
3. [Énoncé de politique](#)
4. [Portée](#)
5. [Définitions](#)
6. [Responsabilités et obligations redditionnelles](#)
7. [Conformité et rapports](#)
8. [Références](#)
9. [Annulation](#)
10. [Demandes de renseignements](#)

[Annexe](#)

1. DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente politique ministérielle (PM) entre en vigueur le : 2011-11-09



2. CONTEXTE

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) est un fournisseur de services communs aux différents ministères et organismes du gouvernement du Canada, et agit comme son principal banquier, comptable, agent central, spécialiste des questions linguistiques, gestionnaire de biens immobiliers et instrument d'accès aux services en direct du gouvernement. Puisque TPSGC est le principal organisme d'achat du gouvernement et qu'il dispose d'un imposant portefeuille immobilier composé d'immeubles lui appartenant et d'immeubles loués, les répercussions environnementales associées à ses opérations et activités sont importantes. La *Politique de TPSGC en matière d'environnement* a été adoptée en 1999 afin d'assurer que les activités du Ministère sont effectuées d'une façon qui prend en considération la conformité législative et les principes de saine gestion.

Grâce à la présente PM, le Ministère, sous la direction du Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales (BEOG), souhaite déterminer la façon d'intégrer des considérations environnementales dans ses opérations, ses activités de gestion et ses activités courantes de manière à refléter un aménagement environnemental en évolution. Cela est rendu possible grâce à une orientation claire sur deux domaines principaux et distincts qui contribuent aux priorités environnementales du Ministère : la conformité et l'engagement à l'égard de l'environnement.

La conformité consiste à respecter toutes les lois environnementales pertinentes, ainsi que toutes les politiques et directives contraignantes du gouvernement du Canada qui s'appliquent.

L'engagement à l'égard de l'environnement englobe l'écocivisme et l'application des meilleures pratiques environnementales,

des lignes directrices ministérielles ainsi que l'atteinte de n'importe quelle cible (comme les cibles de TPSGC en matière d'écologisation des opérations gouvernementales dans le cadre de la Stratégie fédérale de développement durable [SFDD] et figurant dans la Stratégie ministérielle de développement durable). La SFDD fournit un survol des objectifs environnementaux du gouvernement, et les cibles de la stratégie de développement durable (SDD) de TPSGC doivent être utilisées pour mieux orienter les engagements du Ministère à l'égard de l'environnement.

En accord avec les exigences fixées dans la Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes (2010), l'approche de TPSGC relativement à une évaluation environnementale stratégique (EES) est définie dans la Directive sur l'évaluation environnementale stratégique (074-1), émise en vertu de la présente PM.

Cette PM doit être lue de concert avec les différentes exigences et lois applicables (voir la rubrique « Références »).



3. ÉNONCÉ DE POLITIQUE

Dans le cadre de son mandat et de son engagement visant à fournir un service de haute qualité, et afin d'assurer une saine gestion pour le compte de la population canadienne, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada doit :

- effectuer ses opérations et activités de façon à respecter ou dépasser toutes les dispositions des lois, codes et règlements applicables en matière d'environnement;
- viser l'excellence et l'amélioration continue de sa performance environnementale, particulièrement dans les domaines décrits dans la SDD du Ministère;
- s'engager à respecter les principes environnementaux liés au développement durable et de prévention de la pollution.



4. PORTÉE

Cette PM s'applique à tous les employés du Ministère, ainsi qu'à toutes les opérations et activités de TPSGC qui peuvent avoir un effet environnemental.



5. DÉFINITIONS

Voir l'[annexe](#)



6. RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS REDDITIONNELLES

1. Le sous-ministre a la responsabilité de ce qui suit :
 1. approuver, promouvoir et communiquer la présente PM;
 2. veiller à ce que toutes les opérations et activités de TPSGC soient exécutées d'une manière conforme à toutes les lois environnementales en vigueur;
 3. veiller à ce que toutes les opérations et activités de TPSGC soient exécutées d'une manière qui contribue à l'atteinte des cibles de la SDD de TPSGC ainsi que des autres engagements environnementaux du gouvernement fédéral.
2. Le sous-ministre adjoint, Direction générale des biens immobiliers (DGBI), en consultation et en collaboration avec les directeurs généraux régionaux, a la responsabilité de :
 1. veiller à la mise en place d'un cadre détaillé de gestion de l'environnement en développant et mettant à jour le système de gestion de l'environnement (SGE) de la direction générale en vue de satisfaire aux exigences de la DGBI en matière de conformité et de responsabilités environnementales;
 2. veiller à ce que les bases de données et les outils requis soient en place afin de favoriser la gestion de l'environnement et la conformité au sein de la direction générale.
3. Le directeur général, Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales (BEOG), Direction générale des services ministériels et des politiques stratégiques, a la responsabilité de ce qui suit :
 1. diriger l'examen et la mise à jour de la présente PM en collaboration avec les autres directions générales et régions, le cas échéant;

2. assumer un rôle de premier plan et collaborer avec les directions générales et régions à l'élaboration des processus, procédures et outils de travail, et veiller à ce qu'ils soient mis à la disposition des employés du Ministère afin de faciliter la mise en œuvre de cette PM;
 3. promouvoir les priorités environnementales dans les stratégies plus globales et les plans d'affaires de TPSGC;
 4. surveiller et faire rapport sur les résultats ministériels reliés à cette PM;
 5. coordonner les rapports trimestriels aux comités de haute direction sur l'état des engagements et des cibles de la SDD de TPSGC.
4. Les gestionnaires ont la responsabilité de ce qui suit :
1. appuyer la mise en œuvre de cette PM dans leurs secteurs de responsabilités, y compris l'approbation et la promotion des cadres de travail appropriés correspondant à l'énoncé de la politique;
 2. veiller à ce que les opérations et activités sous leur gestion soient en conformité avec toutes les lois environnementales en vigueur et entreprises en conformité avec un système de gestion de l'environnement, s'il y a lieu;
 3. inclure des cibles et des engagements ministériels en matière de la SDD dans leurs plans d'activités;
 4. tenir à jour les dossiers appropriés dans leurs secteurs de responsabilités afin de respecter les exigences d'établissement de rapports ministériels liées aux évaluations environnementales, et d'autres rapports pertinents à cette PM;
 5. veiller à ce que les gestionnaires et employés appropriés reçoivent une formation adéquate basée sur la nature de leurs fonctions et responsabilités;
 6. veiller à ce que les employés soient avisés de leurs rôles et responsabilités mis de l'avant dans cette PM ainsi que du sens et de la portée de la « diligence raisonnable » appliqués dans le contexte de leurs responsabilités, de leurs opérations et de leurs activités;
 7. établir un environnement de travail qui favorise la participation à des activités de sensibilisation à l'environnement;
 8. assumer un rôle de leadership en matière de changement de culture organisationnelle et de comportement par l'entremise d'engagements à l'égard de l'intendance et de la sensibilisation à l'environnement dans les ententes de rendement des employés.
5. Tous les employés ont la responsabilité de ce qui suit :
1. assumer leurs tâches et leurs responsabilités en conformité avec la présente PM;
 2. faire preuve de diligence raisonnable à l'égard de l'environnement dans l'exécution de leurs fonctions et activités journalières liées à leur travail (p.ex. la préparation de rapports sur les risques pour l'environnement comme il est décrit dans la politique *Enquêtes et rapports sur les situations comportant des risques [PM 018]*);
 3. veiller à ce que les biens, les programmes et les activités pour lesquels ils sont responsables soient conformes aux lois et règlements en matière d'environnement;
 4. consulter les collègues, les fournisseurs, les partenaires de services et autres parties intéressées, de façon à respecter les préoccupations du Ministère concernant la protection de l'environnement et à adopter un point de vue proactif à cet égard;
 5. veiller à ce qu'ils aient suivi une formation obligatoire appropriée sur l'environnement dans les domaines liés à leurs tâches;
 6. intégrer les principes et pratiques de l'écocivisme dans l'exécution de leurs fonctions et activités journalières, particulièrement à l'appui de la SDD de TPSGC.



7. CONFORMITÉ ET RAPPORTS

Le BEOG effectuera la surveillance de l'efficacité de cette PM en ce qui concerne les exigences environnementales non réglementaires et les cibles de la SDD de TPSGC. Cette surveillance sera réalisée de diverses façons y compris, mais sans s'y limiter, l'examen des rapports ministériels (p. ex. les plans d'activités des directions générales, le Rapport sur les plans et les priorités [RPP] et le Rapport ministériel sur le rendement [RMR]), de la fiche de rendement du sous-ministre et de la rétroaction que le BEOG reçoit des directions générales et des régions.

La surveillance de la conformité environnementale des opérations et des activités de TPSGC doit être réalisée en fonction d'un système de gestion de l'environnement, là où il en existe.

La conformité avec les exigences environnementales réglementaires est obligatoire. Les conséquences en cas de non-conformité peuvent inclure n'importe quelle mesure permise en vertu des lois environnementales en vigueur (p. ex. la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, 1999).



8. RÉFÉRENCES

Lois et règlements :

- [Code canadien du travail](#);
- [Loi canadienne sur l'évaluation environnementale](#);
- [Loi canadienne sur la protection de l'environnement \(1999\)](#);
 - [Règlement fédéral sur les halocarbures](#);
 - [Règlement sur les BPC](#);
 - [Règlements sur les systèmes de stockage de produits pétroliers et de produits apparentés \(DORS/2008-197\)](#);
- [Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs et le Règlement sur les oiseaux migrateurs](#);
- [Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses et le Règlement sur le transport des matières dangereuses](#);
- [Loi fédérale sur le développement durable](#);
- [Loi sur la protection des eaux navigables](#);
- [Loi sur le vérificateur général](#);
- [Loi sur les espèces en péril](#);
- [Loi sur les pêches](#);
- [Loi sur les pénalités administratives en matière d'environnement](#);
- [Loi sur les produits antiparasitaires](#);
- [Loi sur les produits dangereux et le Règlement sur les produits contrôlés](#).

Publications du Conseil du Trésor :

- [Cadre de politique sur la gestion des actifs et services acquis](#);
- [Cadre stratégique de gestion du risque](#);
- [Directive sur la gestion du parc automobile : Véhicules légers](#).

Publication de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale :

- [La Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes](#).

Publications de TPSGC et site Web :

- Directive sur l'évaluation environnementale stratégique (074-1);
- [Enquêtes et rapports sur les situations comportant des risques \(018\)](#);
- [Guide sur les réunions et les événements écologiques](#);
- [Lignes directrices sur l'élimination des équipements électroniques et électriques excédentaires du gouvernement fédéral](#);
- [Politique d'achats écologiques](#);
- [Politique de gestion intégrée des risques \(082\)](#);
- [Politique de TPSGC sur l'approvisionnement \(099\)](#);
- [Politique sur les bâtiments durables \(100\)](#);
- [Préparatifs d'urgence pour Travaux publics et Services gouvernementaux Canada \(001\)](#);
- [Rapport sur les plans et les priorités](#);
- [Système de gestion de l'environnement de la Direction générale des biens immobiliers](#).

Publication d'Environnement Canada :

- [Développement durable fédéral](#).

Autres publications et sites Web :

- [GCPEDIA : Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales - Stratégie fédérale de développement durable](#);
- [Organisation internationale de normalisation \(ISO\) 14001 et 14004](#);
- [Site Internet du BEOG](#).

9. ANNULATION

La présente PM remplace la version en date du 1999-10-29.



10. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Directeur général
Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales
Direction générale des services ministériels et des politiques stratégiques

Téléphone : 819-956-3334

Télécopieur : 819-956-1130

Courriel : ecologisation.greening@tpsgc-pwsgc.gc.ca

Le sous-ministre et
sous-receveur général du Canada,

François Guimont
a signé l'original

François Guimont



ANNEXE - DÉFINITIONS

Aménagement environnemental en évolution (*evolving environmental landscape*) signifie les changements dans la structure organisationnelle, dans les priorités fédérales et ministérielles, et dans le cadre législatif et réglementaire ayant un impact sur la façon dont les enjeux environnementaux sont pris en considération et gérés. Des changements récents comprennent notamment, sans s'y limiter :

1. la création du Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales;
2. l'approbation de la *Politique d'achats écologiques* par le Conseil du Trésor;
3. l'entrée en vigueur de la *Loi fédérale sur le développement durable* et de la Stratégie fédérale de développement durable;
4. l'élaboration de la Directive sur l'évaluation environnementale stratégique (074-1).

Développement durable (*sustainable development*) consiste, selon la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (la Commission Brundtland), à : « répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire les leurs ».

Diligence raisonnable (*due diligence*) signifie, sur le plan juridique, degré de prudence, d'activité et d'attention auquel on peut à bon droit s'attendre de la part d'une personne raisonnable et prudente et dont fait habituellement preuve cette personne raisonnable et prudente face à une situation donnée; elle ne se mesure pas en fonction d'une norme précise, mais plutôt en fonction des faits relevant du cas particulier. (Source : Dictionnaire de Droit Black).

Écocivisme (*environmental citizenship*) est défini comme étant l'intégration de pratiques saines de protection de l'environnement et de principes de développement durable dans les activités quotidiennes.

Effet environnemental (ou impact environnemental) (*environmental effect [or environmental impact]*) s'entend, aux fins d'une activité ou d'une opération :

1. des changements, positifs ou négatifs, que l'activité ou l'opération risque de causer à l'environnement, y compris des effets sur la situation socioéconomique, la santé de l'environnement, le patrimoine matériel et culturel, une construction, un emplacement ou une chose qui présente une importance historique, archéologique, paléontologique ou architecturale;
2. des changements susceptibles d'être apportés à l'activité ou l'opération par l'environnement.

Environnement (*environment*) est défini comme l'ensemble des éléments naturels de la Terre, notamment :

1. le sol, l'eau et l'air, y compris toutes les couches de l'atmosphère;
2. toutes les matières organiques et inorganiques ainsi que les êtres vivants;

3. les systèmes naturels en interaction qui comprennent les éléments visés aux alinéas 1 et 2.

Évaluation environnementale stratégique, EES (*strategic environmental assessment, SEA*) signifie un processus systématique et global de l'évaluation des effets environnementaux des politiques, des plans ou des programmes et de ses solutions de rechange. Il s'agit d'un processus comprenant deux étapes :

1. une analyse préliminaire des projets de politiques, de plans ou de programmes afin de déterminer si des effets environnementaux importants sont susceptibles de survenir lors de la mise en œuvre;
2. une évaluation détaillée des effets environnementaux dans le cas où une analyse préliminaire détermine la possibilité d'effets environnementaux importants.

Gérance (*stewardship*) consiste à gérer de façon responsable les biens et la propriété, en assurant une prudence financière, dans le respect de l'environnement et des générations futures.

Gestionnaire (*manager*) est définie comme toute personne qui a du personnel sous sa responsabilité ou qui rend compte pour des biens appartenant au gouvernement du Canada. Cela comprend, sans s'y limiter : les sous-ministres adjoints, le président-directeur général et le chef de l'exploitation, les directeurs généraux régionaux, les directeurs généraux, les directeurs régionaux et les directeurs.

Législation environnementale (*environmental legislation*) est définie comme toute loi ou tout règlement fédéral, provincial, territorial et/ou municipal qui régit l'interaction de l'humanité et le reste de l'environnement biophysique ou naturel, dans le but de réduire les répercussions de l'activité humaine, à la fois sur l'environnement naturel et sur l'humanité.

Opérations et activités (*operations and activities*) signifie :

1. toute action, nouvelle ou en cours, qui comprend, sans s'y limiter les projets, les plans et les programmes;
2. toute action entreprise par des personnes au travail, ou qui est reliée à leurs responsabilités.

Prévention de la pollution (*prevention of pollution*) signifie éviter, réduire ou contrôler la production, l'émission ou le rejet de contaminants ou déchets. Il faut prévenir la pollution afin de réduire les effets néfastes sur l'environnement.

Système de gestion de l'environnement (*environmental management system*) est défini dans la norme ISO 14001, comme étant une partie de l'ensemble du système de gestion qui inclut la structure organisationnelle, les activités de planification, les responsabilités, les pratiques, les méthodes, les processus et les ressources nécessaires à l'élaboration, à la mise en œuvre, à la mise en application, à l'examen et à la mise à jour de la politique environnementale.

